

DEMANDE DE PERMIS D'AGENCE

Pour soumettre votre demande

Portail Accès Agence

Cette demande peut être **complétée directement en ligne via le portail Accès Agence**, une solution rapide, sécuritaire et conviviale pour produire la plupart des demandes au nom d'une agence.

Pour vous inscrire ou consulter le dossier de votre entreprise, visitez le portail Accès Agence au **acces-bsp.bspquebec.ca**.

Par la poste

Faire parvenir vos documents à l'adresse suivante :
1611, boulevard Crémazie Est, bureau 500, Montréal (Québec) H2M 2P2.

AVANT DE COMMENCER

L'omission de remplir toutes les sections de ce formulaire ou de soumettre tous les documents et paiement pourra entraîner l'irrecevabilité de votre demande et un retour de vos documents, et/ou un retard important dans le traitement de votre demande.

Veillez donc lire attentivement les directives ci-dessous :

- Toutes les pages et annexes requises de la demande doivent être **remplies**, **datées** et **signées** lorsque requis, incluant la feuille de paiement.
- L'information écrite doit être propre, lisible et en caractères d'impression.
- Le formulaire doit être rempli par le représentant de l'agence.
- Le représentant doit :
 - être âgé d'au moins 18 ans;
 - être dûment désigné à l'Annexe 1;
 - lire la déclaration (section N) et apposer sa signature et la date à l'endroit indiqué; et
 - suivre la formation interactive en ligne intitulée « Le représentant d'agence » dans les 6 mois suivant la délivrance du permis de l'agence. La marche à suivre vous sera communiquée au moment de la délivrance du permis, le cas échéant. Pour plus d'information, visitez le bspquebec.ca.

Note : Le représentant n'a pas l'obligation d'être un dirigeant de l'agence.

LISTE DE CONTRÔLE DES DOCUMENTS

La demande de permis doit être accompagnée de tous les documents suivants :

- Formulaire de nouvelle demande de permis d'agence **original** et **complet**, dûment **rempli**, **daté** et **signé**.
- Paiement des droits prévus à la section O, dont une **portion est non-remboursable** (voir la section P pour les modalités de paiement).
- Une copie des documents constitutifs** de l'agence, selon la forme :
 - o **Entreprise individuelle**: Déclaration d'immatriculation, le cas échéant.
 - o **Société par actions, coopérative, personne morale sans but lucratif**: Statut de constitution ou lettres patentes, selon le cas.
 - o **Société en noms collectifs, société en commandite**: Contrat de société, si constituée en vertu d'un contrat, ou à défaut, déclaration d'immatriculation
- L'**Annexe 1 - Désignation du représentant**, dûment remplie, datée et signée par une personne autorisée.
- L'**Annexe 2 - Autre(s) établissement(s) d'affaires au Québec**, si le nombre d'établissements d'affaires au Québec le nécessite, tel que requis à la section D.
- L'**Annexe 3 - Attestation d'assurance**, dûment remplie, datée et signée, démontrant que l'agence est couverte par une police d'assurance responsabilité civile d'au moins 1 000 000 \$ par sinistre et couvrant la réparation des préjudices corporels, moraux et matériels qui peuvent découler de ses activités.
- L'**original d'un cautionnement** selon la forme choisie à la section F :
 - o Par police d'assurance/contrat;
 - o Par gage d'une somme d'argent - Complétez l'annexe 4;
 - o Par gage d'obligation.
- L'**Annexe 5 - Vérification de sécurité des propriétaires, actionnaires, associés, administrateurs**, si vous cochez la case « Entité juridique » à la section L ou à l'annexe 5.
- Une copie du jugement de faillite et du certificat de libération, le cas échéant, si vous répondez « Oui » à la section E.

IMPORTANT : NE PAS ENVOYER DE DOCUMENTS ORIGINAUX À L'EXCEPTION DU CAUTIONNEMENT

FORMULAIRE - DEMANDE DE PERMIS D'AGENCE

SECTION A : CATÉGORIE(S) DE PERMIS DEMANDÉE(S)

Catégorie(s) visée(s) par cette demande: (Cochez une ou plusieurs cases)

- Gardiennage Serrurerie Convoyage de biens de valeur
 Investigation Systèmes électroniques de sécurité Service conseil en sécurité

SECTION B : IDENTIFICATION DE L'AGENCE

Nom de l'entité juridique

N° d'entreprise du Québec (NEQ)

L'agence opère-t-elle sous d'autres noms (raisons sociales)? Non Oui, spécifiez :

(Ajoutez une feuille au besoin. Veuillez noter que ces noms apparaîtront sur le permis de l'agence et au Registre des titulaires de permis.)

SECTION C : ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL (Une case postale n'est pas acceptée.)

Inscrivez ici l'adresse du domicile légal de l'entreprise : son siège social. Notez que cette information est publique et apparaîtra au Registre des titulaires de permis.

N° civique	Rue	Bureau/App.	Code postal
Ville		Province	Pays
Téléphone	Autre téléphone	Télécopieur	
Site internet			

SECTION D : ÉTABLISSEMENT* D'AFFAIRES PRINCIPAL AU QUÉBEC

Identifier **ici l'établissement principal** de votre agence **au Québec**.

Si l'agence possède **d'autres établissements d'affaires au Québec**, complétez **l'Annexe 2**.

Notez que cette information est publique et apparaîtra au Registre des titulaires de permis.

Même que : Siège social** (section C) Autre, spécifiez ci-dessous :

N° civique	Rue	Bureau/App.
Ville		Code postal
Téléphone	Autre téléphone	Télécopieur

*L'établissement au Québec doit être un lieu physique où votre entreprise de sécurité privée est exploitée, en tout ou en partie. Ne sont pas acceptés, entre autres : un casier postal, un bureau de services professionnels (ex. : bureau de comptables ou d'avocats) autre que l'agence elle-même, tout autre lieu où aucune activité n'est exercée par votre entreprise relativement à ses services de sécurité privée.

** Si le siège de l'agence est situé **hors du Québec**, vous devez obligatoirement identifier au moins un établissement au Québec, lequel sera l'établissement principal de votre agence aux fins de l'application de la LSP.

SECTION E : SOLVABILITÉ

L'agence fait-elle actuellement l'objet d'une faillite ou a-t-elle fait faillite durant la dernière année?

Non Oui, joindre copie du jugement de faillite et du certificat de libération, le cas échéant.

SECTION F : CAUTIONNEMENT

Identifiez ici sous quelle forme l'agence choisit de fournir le cautionnement de 10 000 \$ requis et joignez à la demande les documents appropriés selon ce choix :

- Par police d'assurance/contrat – JOINDRE l'original d'un contrat de cautionnement**, dûment rempli, daté et signé, démontrant que l'agence possède un cautionnement de 10 000 \$ en faveur du Bureau de la sécurité privée, valide pour toute la durée du permis et le couvrant pour ses activités de sécurité privée.
- Par gage d'une somme d'argent – JOINDRE l'original de l'Annexe 4** dûment complétée et signée par une personne autorisée, et le gage par l'un des modes autorisés à l'Annexe 4.
- Par gage d'obligations – JOINDRE une description des obligations** que vous souhaitez placer en gage à titre de cautionnement. Le Bureau contactera directement le représentant une fois la demande reçue, afin de préciser les modalités du cautionnement par gage d'obligations.

SECTION G : IDENTIFICATION DU REPRÉSENTANT

Nom de famille	Prénom
----------------	--------

Utilisez-vous un autre nom et/ou prénom? Non Oui, spécifiez :

Autre nom de famille	Autre prénom
----------------------	--------------

Sexe <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	Date de naissance A A A A M M J J	Permis de conduire SAAQ <input type="checkbox"/> Je n'en possède pas.	
--	--	---	--

Nom de famille de votre mère à la naissance

Êtes-vous déjà titulaire d'un permis du BSP? Non Oui, indiquez le N° de permis : _____

Cette demande est-elle accompagnée d'une demande de permis d'agent? Non Oui*

*À titre de représentant, vos nom et prénom, et l'adresse de votre lieu de travail apparaîtront au Registre des titulaires de permis pour l'agence, et ce, malgré toute exemption de publication au Registre accordée en vertu de l'article 81 LSP à titre de titulaire de permis d'agent d'investigation ou de convoyage de biens de valeur, le cas échéant. Si vous bénéficiez d'une telle exemption de publication, ou que vous en avez fait la demande, et que vous ne souhaitez pas apparaître au Registre de l'agence, vous ne pouvez pas être représentant.

SECTION H : ADRESSE DOMICILIAIRE DU REPRÉSENTANT

N° civique	Rue	App.
------------	-----	------

Ville	Province	Code postal
-------	----------	-------------

Téléphone résidentiel	Poste	Cellulaire ou autre téléphone
-----------------------	-------	-------------------------------

Adresse courriel

SECTION I : DÉCLARATION RELATIVE AUX ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES OU DISCIPLINAIRES DU REPRÉSENTANT

À moins d'en avoir obtenu le pardon, avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle ou pénale, ou d'une infraction disciplinaire en vertu de la *Loi sur la sécurité privée* ?

Non Oui, spécifiez : _____

Faites-vous présentement l'objet de poursuites de nature criminelle ou pénale, ou de procédures de nature disciplinaire en vertu de la *Loi sur la sécurité privée* ?

Non Oui, spécifiez : _____

SECTION J : LIEU DE TRAVAIL DU REPRÉSENTANT (Une case postale n'est pas acceptée.)

Veillez noter que les renseignements suivis d'une étoile apparaîtront au Registre des titulaires de permis.

Même que : Siège social (section C) Établissement principal au Québec (section D) Autre, spécifiez ci-dessous :

N° civique*	Rue*	Bureau*
Ville*	Province*	Code postal*
Téléphone résidentiel	Poste	Télécopieur

SECTION K : PRÉFÉRENCES DE COMMUNICATION

Le représentant est la seule personne autorisée à recevoir des communications du Bureau concernant l'agence. Ainsi, toute communication du Bureau à l'attention de l'agence sera transmise au représentant.

Veillez nous indiquer les préférences de communications suivantes (l'adresse postale de correspondance doit être au Canada) :

Langue de correspondance : Français Anglais

Adresse courriel professionnelle (Si vous inscrivez une adresse courriel professionnelle, au besoin, nous communiquerons avec vous à cette adresse pour les communications non-officielles dans le traitement du dossier de votre agence.)

Adresse postale de correspondance :

Siège social (si au Canada) (section C) Lieu de travail du représentant (si au Canada) (section J)
 Établissement principal au Québec (section D) Autre (au Canada), spécifiez ci-dessous :

N° civique	Rue	Bureau
Ville	Province	Code postal

SECTION L : VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ DES PROPRIÉTAIRES, ACTIONNAIRES, ASSOCIÉS, ADMINISTRATEURS

Veillez joindre des copies supplémentaires de cette page au besoin et signer chacune des pages, le cas échéant.

AVIS - Cette section doit être complétée pour **TOUT ADMINISTRATEUR** et **TOUT ACTIONNAIRE** ou **ASSOCIÉ** ayant un intérêt important dans l'entreprise (c.-à-d., détenant directement ou indirectement 10 % ou plus des actions votantes ou des parts).

Si un administrateur ou un associé ou un actionnaire détenant un intérêt important de votre agence est une entité juridique, vous devez obligatoirement compléter l'Annexe 5 pour chacune de ces entités juridiques.

IDENTIFICATION : Monsieur Madame Entité juridique (Annexe 5 obligatoire)

STATUT : Administrateur (Membre du CA) Actionnaire _____% des actions votantes Associé _____% des parts

Nom de famille		Prénom	
Nom de l'entité juridique (si entité juridique)		Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) (si entité juridique)	
Adresse domiciliaire (siège social, si entité juridique) N° civique, rue		Bureau/App.	Code postal
Ville		Province	Pays
Téléphone (jour)	Poste	Permis de conduire SAAQ <input type="checkbox"/> Je n'en possède pas.	Date de naissance A A A A M M J J

IDENTIFICATION : Monsieur Madame Entité juridique (Annexe 5 obligatoire)

STATUT : Administrateur (Membre du CA) Actionnaire _____% des actions votantes Associé _____% des parts

Nom de famille		Prénom	
Nom de l'entité juridique (si entité juridique)		Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) (si entité juridique)	
Adresse domiciliaire (siège social, si entité juridique) N° civique, rue		Bureau/App.	Code postal
Ville		Province	Pays
Téléphone (jour)	Poste	Permis de conduire SAAQ <input type="checkbox"/> Je n'en possède pas.	Date de naissance A A A A M M J J

IDENTIFICATION : Monsieur Madame Entité juridique (Annexe 5 obligatoire)

STATUT : Administrateur (Membre du CA) Actionnaire _____% des actions votantes Associé _____% des parts

Nom de famille		Prénom	
Nom de l'entité juridique (si entité juridique)		Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) (si entité juridique)	
Adresse domiciliaire (siège social, si entité juridique) N° civique, rue		Bureau/App.	Code postal
Ville		Province	Pays
Téléphone (jour)	Poste	Permis de conduire SAAQ <input type="checkbox"/> Je n'en possède pas.	Date de naissance A A A A M M J J

À titre de représentant, j'atteste avoir reçu l'autorisation de ces personnes afin de transmettre leurs renseignements personnels au Bureau de la sécurité privée (BSP) aux fins des vérifications sécuritaires avec la Sûreté du Québec en vertu de l'article 8 LSP, vérifications dont les résultats seront communiqués au BSP.

En foi de quoi, je signe en date du :

Signature du représentant de l'agence

SECTION M : ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Les renseignements personnels sont recueillis à des fins d'application de la *Loi sur la sécurité privée* et ne serviront qu'à cette seule fin. Ces renseignements seront accessibles aux seuls employés pour qui ils sont nécessaires dans l'exercice de leurs fonctions. Ces renseignements peuvent être transmis à des tiers dans les limites reconnues par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* ou avec le consentement de la personne visée par ces renseignements.

SECTION N : DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT

AVERTISSEMENT - Toute déclaration fautive ou trompeuse concernant le présent formulaire ou relative à tout document à l'appui de la présente demande, y compris la dissimulation de tout fait important, pourrait mener à un refus de délivrance, ou à la suspension ou la révocation d'un permis d'agence.

Je déclare avoir lu et compris l'**AVERTISSEMENT** énoncé ci-haut.

Je déclare que je dépose et signe la présente demande de permis d'agence pour le compte de l'entreprise identifiée à la section B, pour laquelle je suis dûment mandaté à titre de représentant à l'Annexe 1.

Je déclare que je me consacre à temps plein aux activités de cette entreprise et je comprends que je serai la seule personne autorisée à communiquer avec le Bureau relativement au dossier de l'agence.

Je déclare avoir pris connaissance des responsabilités et obligations qui m'incombent à titre de représentant, et également celles qui incombent à l'agence à titre de titulaire de permis d'agence, en vertu de la *Loi sur la sécurité privée* et ses règlements. De plus, je m'engage à suivre la formation obligatoire pour tout représentant, offerte par le Bureau.*

De plus, je m'engage à informer le Bureau de la sécurité privée de tout changement relatif à ma personne, à titre de représentant, et de tout changement relatif à l'agence, incluant tout changement d'adresse, et tout changement d'administrateur, d'actionnaire ou d'associé, et ce, sans délai.

De plus, je m'engage à démontrer au Bureau de la sécurité privée le maintien en vigueur de l'assurance responsabilité civile et du cautionnement de l'agence en fournissant les preuves de renouvellement annuels nécessaires, le cas échéant. Je m'engage également à aviser le Bureau au moins 30 jours avant la résiliation, l'annulation ou le non-renouvellement de l'assurance ou du cautionnement de l'agence, ou toute réduction de garantie ou, en cas de délai plus court, au minimum dès que l'agence en sera avisée par son assureur ou son courtier.

J'autorise le Bureau de la sécurité privée à transmettre les renseignements nécessaires afin de vérifier que les conditions prévues aux articles 7, 8 et 9 de la *Loi sur la sécurité privée* sont satisfaites et maintenues.

J'autorise également le Bureau de la sécurité privée à communiquer avec l'assureur et le courtier de l'agence, le cas échéant, pour obtenir toute information relative à l'assurance responsabilité obligatoire en vertu de la *Loi sur la sécurité privée* et ses règlements.

Je déclare que tous les renseignements fournis dans la présente demande, et ses annexes, sont exacts et complets et que tout changement ayant pour effet de modifier ces renseignements sera communiqué **sans délai** au Bureau.

En foi de quoi je signe en date du :

A	A	A	A	M	M	J	J
---	---	---	---	---	---	---	---

Signature du représentant

*En vertu de l'article 7 alinéa 2 de la *Loi sur la sécurité privée*, le représentant doit suivre la formation offerte par le Bureau à tous les représentants d'agence, dans les 6 mois suivant la délivrance du permis de l'agence. Vous recevrez la marche à suivre au moment de la délivrance du permis, le cas échéant. Pour plus d'information, visitez le bsp.quebec.ca.

SECTION O : CALCUL DES DROITS PAYABLES (Tarif en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2023)

Pour calculer les droits payables pour la présente demande, suivez les quatre étapes suivantes :

Étape 1 : Droits de permis (remboursables de moitié en cas où le permis n'est pas délivré)

Cochez la case correspondant à chaque catégorie de permis demandée et inscrivez le montant correspondant sur la ligne de droite. Additionnez les montants et inscrivez le total des droits de permis à l'endroit indiqué. **Notez bien que ces droits ne sont remboursables que de moitié dans le cas où le permis n'est pas délivré. (Art 3 du Règlement d'application de la Loi sur la sécurité privée)**

Droits payables par catégorie

<input type="checkbox"/> Gardiennage	3 346,00 \$	_____ \$
<input type="checkbox"/> Investigation	2 368,00 \$ +	_____ \$
<input type="checkbox"/> Serrurerie	1 533,00 \$ +	_____ \$
<input type="checkbox"/> Systèmes électroniques de sécurité	1 533,00 \$ +	_____ \$
<input type="checkbox"/> Convoyage de biens de valeur	1 533,00 \$ +	_____ \$
<input type="checkbox"/> Service conseil en sécurité	2 368,00 \$ +	_____ \$

Total permis : \$

Étape 2 : Copies de permis supplémentaires (remboursables en cas où le permis n'est pas délivré)

Si vous n'avez qu'un seul établissement d'affaires au Québec, passez directement à l'étape 3, puisque les droits du permis incluent déjà l'impression d'une (1) copie de permis par catégorie. Sinon, compléter les données manquantes et effectuer la multiplication suivante en inscrivant le total à l'endroit indiqué.

Prix d'une copie de permis (28,25 \$ + 1,41 \$ TPS + 2,82 \$ TVQ) → 32,48 \$

Nombre d'établissement d'affaires au Québec (autre(s) que le principal*) → X _____

Nombre de catégorie de permis demandée → X _____

Total copies : \$

Numéro TPS (5 %) : 817788656 Numéro TVQ (9,975 %) : 1216343481

*Le prix du permis inclut une copie pour l'établissement principal au Québec.

Étape 3 : Vérifications de sécurité (non-remboursables en cas où le permis n'est pas délivré)

Les frais pour la vérification de sécurité du représentant sont payables dans tous les cas. De plus, veuillez cocher la case « Autre(s) vérification(s) » et y inscrire le nombre de personnes identifiées à la section L et à l'Annexe 5, le cas échéant. Multipliez le montant par les frais d'une vérification de sécurité et inscrivez le résultat sur la ligne de droite. Notez qu'une seule vérification est effectuée par individu, par agence.

<input checked="" type="checkbox"/> Représentant	<u>1</u>	X	135,00 \$	<u>135,00 \$</u>
<input type="checkbox"/> Autres vérifications	_____	X	135,00 \$	+ _____

Total vérifications de sécurité = \$

Étape 4 : Total de la demande

Additionnez les trois montants suivants et reporter le montant total à payer à la section P - Feuille de paiement :

- le total des permis (Étape 1)	_____ \$
- le total des copies de permis (Étape 2)	+ _____ \$
- le total des vérifications de sécurité (Étape 3)	+ _____ \$

TOTAL À PAYER : \$



ANNEXE 1 - OBLIGATOIRE DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT

(Art. 2 (4.1°) du Règlement d'application de la Loi sur la sécurité privée, RLRQ, c. S-3.5, r.1)

INSTRUCTIONS

Le BSP accepte la signature de l'une des personnes suivantes, autre que le représentant lui-même :

- A. Personne habilitée d'office :** Personne physique qui, de par son seul statut, peut signer des documents au nom de l'agence. Ce statut peut différer selon la forme juridique de l'entreprise. Dans le cas d'une :
- Personne morale*** : il s'agit du président, du vice-président, du secrétaire ou du trésorier qui siègent au conseil d'administration.
- Entreprise individuelle*** : il s'agit du propriétaire unique.
- Société en nom collectif** : il s'agit d'un des associés.
- Société en commandite** : il s'agit d'un des commandités.

OU

- B. Autre personne dûment autorisée à signer des documents au nom de l'agence :** Dans le cas d'une personne morale, il s'agit d'une personne dûment autorisée à signer le présent formulaire en vertu des règlements de cette personne morale ou d'une résolution de son conseil d'administration. Dans le cas d'une entreprise individuelle ou d'une société, il s'agit d'une personne dûment autorisée à signer le présent formulaire en vertu d'une procuration signée par l'une des personnes habilitées d'office. La procuration, le règlement ou la résolution faisant foi de l'autorité du signataire en la matière doit être joint au présent formulaire.

*Si vous agissez à titre de représentant d'une agence dont vous êtes la seule personne habilitée d'office à désigner un représentant

SECTION I : IDENTIFICATION DE L'AGENCE

Nom de l'entité juridique

No d'entreprise du Québec (NEQ)

SECTION II : IDENTIFICATION DU SIGNATAIRE

Nom du signataire

Prénom du signataire

Inscrire le rôle du signataire au sein de l'agence (selon la forme juridique de l'entreprise, tel que spécifié au point A ou B des instructions ci-dessus.)

SECTION III : DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT**

Nom du représentant

Prénom du représentant

**Le représentant n'a pas l'obligation d'être un dirigeant de l'agence.

SECTION IV : DÉCLARATION DU SIGNATAIRE

Je déclare être une personne dûment autorisée à signer la présente désignation et j'atteste que les renseignements inscrits à la présente Annexe 1 sont exacts et complets.

J'approuve et confirme la désignation de la personne identifiée à la section III à titre de représentant de l'entreprise identifiée à la section I (l'« Agence ») auprès du Bureau de la sécurité privée pour l'application de la *Loi sur la sécurité privée* et ses règlements et je déclare être un signataire dûment autorisé à agir au nom de l'Agence à cette fin.

Je comprends que toute communication à l'attention de l'Agence sera transmise à la personne désignée à titre de représentant, dans la langue et à l'adresse spécifiée à la section J du formulaire de demande de permis d'agence.

De plus, je comprends que le représentant désigné devra suivre une formation obligatoire offerte par le Bureau dans les 6 mois de la délivrance du permis de l'agence, à défaut de quoi la validité du permis de l'agence pourrait en être affectée.

En foi de quoi, je signe en date du :

Signature de la personne identifiée à la section II



ANNEXE 2 - SI APPLICABLE AUTRE(S) ÉTABLISSEMENT(S) D'AFFAIRES AU QUÉBEC

Art. 1(3°) du Règlement d'application de la Loi sur la sécurité privée, RLRQ, c. S-3.5, r.1)

Veillez photocopier et ajouter des pages au besoin.

Avis - Cette Annexe 2 doit obligatoirement être remplie pour tout établissement d'affaires de l'agence au Québec, autre que ceux identifiés à la section C ou D. Notez que ces informations sont publiques et qu'elles apparaîtront au Registre des titulaires de permis.

Les **établissements** déclarés doivent être des lieux physiques où votre entreprise de sécurité privée est exploitée, en tout ou en partie. Ne sont pas acceptés, entre autres : un casier postal, un bureau de services professionnels (ex. : bureau de comptables ou d'avocats) autre que l'agence elle-même, tout autre lieu où aucune activité n'est exercée par votre entreprise relativement à ses services de sécurité privée.

AUTRE ÉTABLISSEMENT D'AFFAIRES DE L'AGENCE AU QUÉBEC (Une case postale n'est pas acceptée.)

N° civique	Rue	Bureau
Ville		Code postal
Téléphone	Autre téléphone	Télécopieur

AUTRE ÉTABLISSEMENT D'AFFAIRES DE L'AGENCE AU QUÉBEC (Une case postale n'est pas acceptée.)

N° civique	Rue	Bureau
Ville		Code postal
Téléphone	Autre téléphone	Télécopieur

AUTRE ÉTABLISSEMENT D'AFFAIRES DE L'AGENCE AU QUÉBEC (Une case postale n'est pas acceptée.)

N° civique	Rue	Bureau
Ville		Code postal
Téléphone	Autre téléphone	Télécopieur

AUTRE ÉTABLISSEMENT D'AFFAIRES DE L'AGENCE AU QUÉBEC (Une case postale n'est pas acceptée.)

N° civique	Rue	Bureau
Ville		Code postal
Téléphone	Autre téléphone	Télécopieur

AUTRE ÉTABLISSEMENT D'AFFAIRES DE L'AGENCE AU QUÉBEC (Une case postale n'est pas acceptée.)

N° civique	Rue	Bureau
Ville		Code postal
Téléphone	Autre téléphone	Télécopieur



ANNEXE 3 – OBLIGATOIRE ATTESTATION D'ASSURANCE

(Art. 2 (3°) et 5 du Règlement d'application de la Loi sur la sécurité privée, RLRQ, c. S-3.5, r.1.)

AVIS IMPORTANT

Toute personne dûment autorisée à signer le présent document doit s'assurer que son contenu est véridique et représente fidèlement la couverture d'assurance offerte à l'assuré afin de se conformer à la *Loi sur la sécurité privée et ses règlements*.

Toute déclaration fautive ou trompeuse à la présente attestation d'assurance pourrait mener à un refus de délivrance, ou à la suspension ou la révocation d'un permis d'agence. Une telle déclaration fautive ou trompeuse pourrait également être communiquée à l'organisme ou l'autorité compétente régissant le signataire.

SECTION I : IDENTIFICATION DE L'ASSURÉ

Nom de l'entité juridique			
N° d'entreprise du Québec (NEQ)		N° de dossier ou N° de permis d'agence du BSP	
N° civique	Rue	Bureau	
Ville		Province	Code postal

SECTION II : IDENTIFICATION DU SIGNATAIRE

Rôle <input type="checkbox"/> Courtier, spécifier le numéro de certificat de l'Autorité des marchés financiers : _____		
<input type="checkbox"/> Agent autorisé par l'assureur, joindre une preuve que vous êtes autorisé à signer pour le compte de l'assureur.		
Nom du signataire		Prénom du signataire
Adresse courriel professionnelle		
Téléphone (jour)	Poste	Section réservée à l'usage du BSP

SECTION III : POLICE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE

Nom de l'assureur											
N° de police						Date de début			Date de fin		
						A A A A M M J J			A A A A M M J J		

Le courtier ou l'agent autorisé par l'assureur soussigné atteste que :

1. L'assuré est minimalement couvert pour les conséquences pécuniaires, pour la réparation d'un préjudice corporel ou matériel, découlant d'un fait dommageable survenu dans l'exercice des activités suivantes :

a. Gardiennage, soit la surveillance ou la protection de personnes, de biens ou de lieux principalement à des fins de prévention de la criminalité et de maintien de l'ordre; Oui Non

b. Investigation, soit la recherche de personnes, de renseignements ou de biens, notamment la recherche de renseignements relatifs à une infraction ou la cueillette de renseignements sur le caractère et la conduite d'autrui; Oui Non

c. Serrurerie, notamment le cléage, l'installation, l'entretien et la réparation de dispositifs mécaniques ou électroniques de verrouillage, l'installation, l'entretien, la réparation ou le changement de combinaison d'un coffre-fort, d'une voûte ou d'un coffret de sûreté, l'élaboration et la gestion de systèmes de clés maîtresses, la tenue d'un registre de codification de clé, la fabrication de clés autrement que par la duplication à partir d'une clé existante ainsi que le déverrouillage d'une porte de bâtiment, d'un meuble ou d'un coffre-fort autrement que par l'utilisation d'une clé ou du procédé prévu à cette fin; Oui Non

d. Systèmes électroniques de sécurité, soit l'installation, la réparation, l'entretien et la surveillance continue à distance de systèmes d'alarme contre le vol ou l'intrusion, de systèmes de surveillance vidéo ou de systèmes de contrôle d'accès, à l'exception d'un système sur un véhicule routier;

Oui Non

e. Convoyage de biens de valeur, soit le transport d'argent ou de tout autre bien de valeur.

Oui Non

f. Service conseil en sécurité, soit le conseil sur les méthodes de protection contre le vol, l'intrusion ou le vandalisme, notamment par l'élaboration de plans ou de devis ou par la présentation de projets.

Oui Non

2. L'assurance comporte une ou plusieurs exclusion(s) prévue(s) par avenant à la police de base et qui vise(nt) les activités de sécurité privée de l'assuré identifiées à 1.

Oui* Non

***Si vous cochez « Oui », vous devez joindre à la présente attestation copie du ou des avenant(s) comportant les exclusions relatives aux activités de sécurité privée de l'assuré.**

3. Le montant d'assurance est d'au moins 1 000 000 \$ par sinistre.

Oui

4. L'assuré est la seule entité légale couverte par cette assurance.

Oui Non*

***Si vous cochez « Non » :**

a. La police comporte une clause de responsabilité réciproque.

Oui Non

b. La limite de garantie par sinistre pour chaque assuré est de :

\$

c. Le ou les autres assurés nommés* à la police sont :

*Veuillez ne pas indiquer les assurés additionnels, mais uniquement les assurés nommés.

SECTION IV : DÉCLARATION DU COURTIER OU DE L'AGENT AUTORISÉ PAR L'ASSUREUR

Je déclare être un signataire dûment autorisé, à titre de courtier de l'assuré ou à titre d'agent autorisé par l'assureur, afin de signer la présente Attestation d'assurance.

Je déclare avoir lu et compris l'AVIS IMPORTANT en introduction à la présente Attestation d'assurance.

Je déclare que les renseignements inscrits à la présente Attestation d'assurance sont exacts et complets et qu'ils représentent fidèlement la couverture d'assurance offerte à l'assuré afin qu'il soit conforme à la *Loi sur la sécurité privée* (RLRQ, c. S-3.5) et ses règlements.

Je m'engage à aviser le Bureau au moins 30 jours avant la résiliation ou l'annulation de la police, ou toute réduction de garantie ou, en cas de délai plus court, au minimum dès que l'assuré en sera avisé.

Je comprends que le Bureau de la sécurité privée se réserve le droit de contacter le courtier ou l'agent autorisé soussigné pour vérifier l'information contenue à la présente attestation d'assurance.

En foi de quoi je signe : _____

Signature du courtier ou de l'agent autorisé

Date | A | A | A | A | M | M | J | J |

ANNEXE 4 - SI APPLICABLE CAUTIONNEMENT PAR GAGE D'UNE SOMME D'ARGENT

(Art. 2 (4°) et 6 du Règlement d'application de la Loi sur la sécurité privée, RLRQ, c. S-3.5, r.1.)

Le présent formulaire est obligatoire lorsqu'une entreprise souhaite fournir un cautionnement par gage d'une somme d'argent afin de satisfaire à la *Loi sur la sécurité privée* (RLRQ, c. S-3.5) et ses règlements.

L'original de ce formulaire ainsi que **le gage** doivent être **transmis au Bureau de la sécurité privée à l'adresse suivante:**

1611, boulevard Crémazie Est, bureau 500, Montréal (Québec) H2M 2P2

SECTION A : IDENTIFICATION DE L'AGENCE

Nom de l'entité juridique

No d'entreprise du Québec (NEQ)

No de dossier ou No de permis d'agence du BSP

N° civique

Rue

Bureau

Ville

Province

Code postal

SECTION B : DESCRIPTION DU GAGE

Le montant du gage est de 10 000,00 \$ canadien.

Identifiez le mode de cautionnement utilisé :

- Chèque certifié à l'ordre du Bureau de la sécurité privée
- Mandat-poste à l'ordre du Bureau de la sécurité privée
- Mandat ou traite bancaire à l'ordre du Bureau de la sécurité privée

SECTION C : ENGAGEMENT DE L'AGENCE À TITRE DE CAUTION

ATTENDU QUE l'agence identifiée à la section A (l'« **Agence** ») a demandé au Bureau de la sécurité privée (le « **Bureau** ») la délivrance ou le renouvellement d'un permis d'agence de sécurité privée en vertu de la *Loi sur la sécurité privée* (RLRQ, c. S-3.5) (la « **LSP** ») et ses règlements;

ATTENDU QUE conformément à l'article 9(4°) de la LSP, une entreprise qui requiert un permis d'agence doit fournir un cautionnement pour garantir l'exécution de ses obligations au montant et selon la forme déterminés par règlement;

ATTENDU QUE le *Règlement d'application de la Loi sur la sécurité privée* (r.1) (le « **Règlement d'application** »), prévoit à son article 2(4°) que la demande de permis d'agence doit être accompagnée d'une preuve du cautionnement exigé à l'article 6 de ce règlement;

ATTENDU QUE le Règlement d'application prévoit à son article 6 que le titulaire d'un permis d'agence doit fournir au Bureau un cautionnement par gage d'une somme d'argent ou d'obligations ou par police d'assurance au montant de 10 000,00 \$;

ATTENDU QUE l'Agence choisit de satisfaire à cette obligation par la remise au Bureau du gage décrit à la section B (le « **Gage** »);

IL EST ENTENDU ET CONVENU que l'Agence, à titre de caution, s'engage à payer au Bureau, à titre de bénéficiaire du présent cautionnement, le capital, les intérêts et les frais accordés par tout jugement irrévocable en faveur du Bureau obtenu à la suite de l'exercice d'un recours civil concernant une obligation pécuniaire fixée par la LSP ou l'un de ses règlements, lorsque l'Agence fait défaut de payer une somme due au Bureau;

IL EST ENTENDU ET CONVENU que l'Agence, à titre de caution, s'engage à payer au Bureau, à titre de bénéficiaire du présent cautionnement, tout montant dû en vertu d'une transaction intervenue entre le Bureau et l'Agence à la suite de l'exercice d'un recours civil concernant une obligation pécuniaire fixée par la LSP ou l'un de ses règlements, lorsque l'Agence fait défaut de payer une somme due au Bureau;

.../suivante

IL EST ENTENDU ET CONVENU que l'Agence ainsi que ces, administrateurs, représentants légaux, successeurs et ayants droits respectifs, s'engagent solidairement envers le Bureau, à titre de débiteur principal et de caution jusqu'à concurrence du montant du Gage;

IL EST ENTENDU ET CONVENU que l'Agence renonce par les présentes aux bénéfices de discussion et de division;

IL EST ENTENDU ET CONVENU que le présent cautionnement est valide et en vigueur pour toute la durée de tout permis de l'Agence, y compris pour le renouvellement de tout tel permis, le cas échéant, et ce même si tout tel permis est suspendu;

MALGRÉ CE QUI PRÉCÈDE, il est entendu et convenu que la caution peut mettre fin au cautionnement moyennant un avis écrit d'au moins quatre-vingt-dix (90) jours, lequel doit être transmis par poste certifiée ou recommandée à l'adresse du siège du Bureau de la sécurité privée;

IL EST ENTENDU ET CONVENU que malgré la révocation ou le non-renouvellement du permis de l'Agence, le Bureau conservera le présent Gage durant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de révocation ou de non-renouvellement du permis. Au-delà de cette période, le Bureau peut conserver le Gage lorsqu'il est informé d'une obligation pécuniaire dont le présent cautionnement pourrait garantir le paiement. Dans le cas contraire, le Bureau remettra le montant intégral par chèque;

LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT prend effet au moment où le paiement est débité en faveur du Bureau.

EN FOI DE QUOI l'Agence a signé le présent cautionnement à (ville) _____

le (date) _____.

SIGNATURES

TÉMOIN

Signature (témoin)

Nom du témoin (en lettres moulées)

Adresse du témoin

L'AGENCE

Signature par un signataire autorisé* de l'Agence

Nom du signataire (en lettres moulées)

Qualité ou fonction du signataire

Adresse du signataire

***A. Personne habilitée d'office**: Personne physique qui, de par son seul statut, peut signer des documents au nom de l'agence. Ce statut peut différer selon la forme juridique de l'entreprise. Dans le cas d'une :

Personne morale: il s'agit du président, du vice-président, du secrétaire ou du trésorier qui siègent au conseil d'administration.

Entreprise individuelle: il s'agit du propriétaire unique.

Société en nom collectif: il s'agit d'un des associés.

Société en commandite: il s'agit d'un des commandités

OU

B. Autre personne dûment autorisée à signer des documents au nom de l'agence: Dans le cas d'une personne morale, il s'agit d'une personne dûment autorisée à signer le présent formulaire en vertu des règlements de cette personne morale ou d'une résolution de son conseil d'administration. Dans le cas d'une entreprise individuelle ou d'une société, il s'agit d'une personne dûment autorisée à signer le présent formulaire en vertu d'une procuration signée par l'une des personnes habilitées d'office. La procuration, le règlement ou la résolution faisant foi de l'autorité du signataire en la matière doit être joint au présent formulaire.

ANNEXE 5 - SI APPLICABLE

IDENTIFICATION DES ADMINISTRATEURS, ACTIONNAIRES, ASSOCIÉS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE IDENTIFIÉE À LA SECTION L OU ANNEXE 5

(Art. 1(4.1°) du Règlement d'application de la Loi sur la sécurité privée, RLRQ, c. S-3.5, r.1)

Veillez photocopier et ajouter des pages au besoin.

AVIS - Complétez cette section pour TOUT **ADMINISTRATEUR** et **ACTIONNAIRE** ou **ASSOCIÉ** ayant un intérêt important (c.-à-d., détenant directement ou indirectement 10% ou plus des actions votantes ou des parts) dans une entité juridique identifiée à la section L, et pour toute entité juridique également identifiée à la présente Annexe 5.

IDENTIFICATION DE L'ENTITÉ JURIDIQUE IDENTIFIÉE À LA SECTION L OU ANNEXE 5

IDENTIFICATION : Monsieur Madame Entité juridique (Annexe 5 obligatoire)

STATUT : Administrateur (Membre du CA) Actionnaire _____% des actions votantes Associé _____% des parts

Nom de famille

Prénom

Nom de l'entité juridique (si entité juridique)

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) (si entité juridique)

Adresse domiciliaire (siège social, si entité juridique) N° civique, rue

Bureau/App.

Code postal

Ville

Province

Pays

Téléphone (jour)

Poste

Permis de conduire SAAQ Je n'en possède pas.

Date de naissance

A | A | A | A | M | M | J | J

IDENTIFICATION : Monsieur Madame Entité juridique (Annexe 5 obligatoire)

STATUT : Administrateur (Membre du CA) Actionnaire _____% des actions votantes Associé _____% des parts

Nom de famille

Prénom

Nom de l'entité juridique (si entité juridique)

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) (si entité juridique)

Adresse domiciliaire (siège social, si entité juridique) N° civique, rue

Bureau/App.

Code postal

Ville

Province

Pays

Téléphone (jour)

Poste

Permis de conduire SAAQ Je n'en possède pas.

Date de naissance

A | A | A | A | M | M | J | J

IDENTIFICATION : Monsieur Madame Entité juridique (Annexe 5 obligatoire)

STATUT : Administrateur (Membre du CA) Actionnaire _____% des actions votantes Associé _____% des parts

Nom de famille

Prénom

Nom de l'entité juridique (si entité juridique)

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) (si entité juridique)

Adresse domiciliaire (siège social, si entité juridique) N° civique, rue

Bureau/App.

Code postal

Ville

Province

Pays

Téléphone (jour)

Poste

Permis de conduire SAAQ Je n'en possède pas.

Date de naissance

A | A | A | A | M | M | J | J

À titre de représentant, j'atteste avoir reçu l'autorisation de ces personnes afin de transmettre leurs renseignements personnels au Bureau de la sécurité privée (BSP) aux fins des vérifications sécuritaires avec la Sûreté du Québec en vertu de l'article 8 LSP, vérifications dont les résultats seront communiqués au BSP.

En foi de quoi je signe : _____

Date: A | A | A | A | M | M | J | J

Signature du représentant de l'agence